

Vers la dictature démocratique des ouvriers et des paysans

L'empereur Nicolas II ne se doutait pas, le 22 janvier 1905, quand il faisait mitrailler devant les fenêtres du Palais d'Hiver les prolétaires venus en cortège déposer une supplique aux pieds du « petit père », qu'il paraphait à la fois son propre arrêt de mort, celui de sa dynastie et celui de son régime. La bourgeoisie chinoise pourrait très bien — l'avenir le montrera — avoir commis, en tirant dans le dos des prolétaires de Shanghai, une imprudence analogue. Les hauts faits de Tchang-Kai-Shek démontrent aux prolétaires chinois qu'ils n'ont à compter que sur eux-mêmes. S'ils avaient encore des illusions sur la bourgeoisie libérale, les voici fusillées. La leçon sera comprise, on n'en peut douter. Le prolétariat chinois a fait preuve dans les luttes actuelles d'une étonnante maturité révolutionnaire. — Sait-on que les ouvriers lock-outés d'une manufacture japonaise de Hankéou décidaient, il y a quelques semaines de remettre eux-mêmes la manufacture en activité ? (11). Nous avons vu qu'il a pour alliées des masses paysannes dont l'activité a parfois été surprenante. Les exploits des Piques-rouges, ces Jacques de là-bas qui exproprient par endroits les riches et battent souvent les armées régulières de la contre-révolution montrent la puissance de la révolution agraire. Une grande partie de la petite-bourgeoisie, attachée par ses intérêts au prolétariat et à la paysannerie, doit les suivre. Dans le « Kuomintang » même, la trahison de la bourgeoisie qu'il ne sera pas facile de justifier par la doctrine de Sun-Yat-Sen —, le compromis avec la contre-révolution nordiste, le compromis avec les impérialismes étrangers et le déclenchement de la guerre des classes à l'intérieur, peuvent très bien provoquer une épuration, un redressement propices à l'hégémonie du prolétariat. La bourgeoisie chinoise complice des impérialismes étrangers s'emploie avec une aveugle persévérance à enseigner aux travailleurs les lois implacables de la guerre des classes. Elle récoltera ce qu'elle sème.

Désormais le mouvement national révolutionnaire est scindé. Peut-être même y aura-t-il deux « Kuomintang », comme il y a en ce moment deux gouvernements sudistes. La lutte des classes recouvre ses droits. Désormais, l'intransigeance doctrinale du P. C., l'armement des ouvriers — dont on a eu tort, ne semble-t-il, de ne point faire jusqu'à présent un des mots d'ordres essentiels de l'action prolétarienne (c'eût été s'inspirer sagement des directives données par Lénine dès la chute de l'autocratie russe, en

(11) Ne faut-il pas rapprocher ce fait mentionné dans une correspondance au *Troud* de Moscou, des télégrammes qui ont annoncé l'exécution, à Hankéou, des extrémistes qui avaient attenté aux biens des Japonais.

mars 1917 (12) — et des paysans, l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, l'hégémonie du P. C. dans le « Kuomintang » révolutionnaire, l'extension de la révolution agraire, l'appel aux masses, le contrôle des masses sur le gouvernement révolutionnaire, la création des organisations de masses permettant ce contrôle sont les seuls chemins de l'avenir et ces chemins mènent de la révolution démocratique bourgeoise, à la révolution socialiste.

Certes, une victoire temporaire de la bourgeoisie alliée aux impérialismes étrangers, assez désireux, semble-t-il, de sauver leur situation réelle en Chine par une politique de concessions au nationalisme réactionnaire n'est pas exclue. Il faut tenir compte de la possibilité du développement d'un mouvement inspiré du fascisme qui recruterait ses troupes parmi les classes moyennes et, muni de fusils britanniques, fournirait à la bourgeoisie chinoise — numériquement assez faible, mais s'appuyant sur le moyen négoce très riche, ramifié, nombreux — des troupes de choc, une véritable armée de classe. Si les masses ouvrières et paysannes qui viennent à la révolution avec d'immenses espoirs étaient déçues, si elles voyaient les fruits de leurs efforts leur échapper, si elles se sentaient mal guidées par les uns et trahies par les autres, un mouvement de reflux suivrait et la contre-révolution l'emporterait. C'est là le plus grand danger.

Quoi qu'il en soit, la situation économique et sociale de la Chine ne permet pas d'escompter, même en cas de victoire de la bourgeoisie, une stabilisation réellement durable. La bourgeoisie chinoise ne peut résoudre ni le problème agraire ni la « question ouvrière ». (13). Et la révolution chinoise n'est pas, dans sa phase actuelle, à la merci d'un prononciamiento. Elle exige des solutions autrement amples et radicales que celles du sabre. Tchang-Kai-Shek durera quelques semaines ou quelques mois. Le courant l'emportera. Les nécessités économiques, les antécédents historiques, l'élan profond qui jette en avant vers des révoltes conquérantes, des centaines de millions d'exploités, tout nous porte à croire que le soulèvement des travailleurs chinois n'en est qu'à son début... Les « condottiere » de la contre-révolution nous apparaîtront peut-être demain comme ayant été les artisans involontaires de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

Leninegrad, fin avril 1927.

VICTOR-SERGE.

(12) Voir les *Lettres de loin*, de N. Lénine, écrites en mars 1917. — Une décision du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S., en date du 3 mars 1927, apprécie la situation à peu près en ces termes.

(13) Force m'est dans cet article de procéder par affirmations. Qu'il me soit permis de renvoyer ici le lecteur aux intéressantes analyses de la révolution chinoises, formulées par K. Radek et N. Boukharine. Espérons qu'elles seront traduites en français.

L'impuissance capitaliste à la Conférence de Genève

L'Europe capitaliste d'après-guerre a-t-elle surmonté ses contradictions internes? En aucune façon. Bien au contraire. La situation économique de l'Europe se présente en 1927 sous un jour extrêmement grave. A peine les Etats capitalistes européens ont-ils atteint leur niveau de production d'avant-guerre (seules quelques grandes industries cartelisées ont dépassé ce niveau) qu'il faut envisager de porter remède à une crise déterminée en grande partie par l'abaissement général du niveau d'existence des masses.

Le trait caractéristique de l'économie européenne, la contradiction la plus simple, mais aussi la plus importante qu'on y relève, est l'écart entre la capacité de production de l'industrie et la capacité d'achat des marchés. La conséquence d'un pareil état de chose, c'est que les antagonismes s'exaspèrent entre les Etats impérialistes. Chaque Etat tend à renforcer ses barrières douanières et à s'enfermer dans un protectionnisme de plus en plus étroit. Mais aucune amélioration du marché intérieur de chaque Etat n'est à envisager sans une amélioration générale des marchés mondiaux, d'où la nécessité pour les Etats capitalistes de procéder en commun — avec le secret désir de chacun d'être le seul à en profiter — à une étude des conditions générales de la production mondiale et des régimes douaniers. C'est en gros le but que se propose la conférence économique de Genève.

Officiellement, l'ordre du jour de la conférence qui s'est ouverte le 4 mai comporte deux parties :

1° Examen de la situation économique mondiale par rapport à la paix; analyse des causes du déséquilibre économique actuel.

2° Examen des questions intéressant l'industrie, le commerce et l'agriculture; tarifs douaniers, traités commerciaux, ententes industrielles internationales.

Deux questions, on le sait, ont été rayées de l'ordre du jour dès le début : la question des dettes de guerre et le problème de l'émigration. On a jugé qu'il était plus prudent de laisser de côté de telles questions : d'ailleurs en ce qui concerne la première, les deux Etats créanciers : les Etats-Unis et l'Angleterre se sont toujours refusés de discuter avec l'ensemble de leurs débiteurs — et cela se comprend sans peine.

Dès lors et du moment que la question qui domine largement tous les rapports d'après-guerre entre les Etats capitalistes : les dettes de guerre, n'étaient pas posées, il devenait impossible de donner à la conférence de Genève le sens général d'apaisement, de « paix économique » que les protagonistes de la Société des Nations auraient bien voulu tenter, avec le concours des chiens rampants de la social démocratie, dans le genre de l'immonde Jouhaux, d'accréditer auprès des masses.

En réalité, derrière les belles formules générales d'unification de la production mondiale — qui ne peuvent qu'être périodiquement posées et jamais résolues en régime capitaliste (sinon provisoirement ou par la guerre), la Conférence de Genève a un but précis et limité à un programme de rationalisation industrielle à adopter en commun. Quelle est la situation des différentes industries? Quelle est leur capacité de production, quelle est leur production

effective? Leur consommation? Comment résoudre le problème de la main-d'œuvre? Quelles sont les causes des principales difficultés de l'industrie? Comment peut-on envisager une meilleure organisation de la production? Faut-il généraliser les ententes ou les cartels internationaux? Faut-il « contingenter » internationalement la production? Quelles mesures faut-il prendre pour briser la résistance de la classe ouvrière et lui imposer des conditions de travail plus dures et des salaires plus réduits? La Conférence de Genève est une réunion des représentants de la grande industrie mondiale en vue d'étudier un programme général de rationalisation. Mais, même sur ces bases, la portée de la Conférence de Genève, se trouve étroitement limitée, par l'attitude des Etats-Unis, de l'Angleterre et la participation de l'U. R. S. S.

**

Les Etats-Unis, à l'inverse de l'Europe, traversent une ère de prospérité qui s'explique en grande partie par le fait que l'industrie américaine n'a pas encore atteint le plafond de sa production et que le marché intérieur américain est loin de connaître le degré de saturation que connaît le marché européen. D'autre part, le capitalisme américain réalise des profits énormes par les prêts usuraires à l'étranger.

En ce qui concerne la classe ouvrière, il est certain que le salaire réel des ouvriers s'est fortement élevé depuis la guerre, il est vrai que cette élévation de niveau de vie est compensée par une extraordinaire élévation de l'intensité du travail « taylorisé ». L'ouvrier américain produit davantage et consomme davantage que l'ouvrier d'Europe, mais il subit une exploitation plus grande.

Les Etats-Unis ont placé en Europe un certain nombre de capitaux qui leur assurent la possibilité d'un contrôle discret de la politique européenne. Ils ont un grand intérêt à savoir quelles sont les ressources exactes de leurs débiteurs européens, et ils sont venus à Genève pour tirer au clair cette question. Au surplus, le chef de leur délégation, M. Robinson a daigné donner quelques conseils aux chefs d'entreprise européens en leur recommandant « d'éviter les gaspillages économiques et les exploitations irrationnelles de l'industrie et du commerce. » Mais ils ont donné à entendre, dès le premier jour, qu'ils ne participeraient pour l'instant, à aucune entente industrielle internationale.

L'Angleterre est toujours déterminée par une même politique de méfiance à l'égard des cartels européens. Elle est résolument hostile au pacte de l'acier et s'est refusée à envisager un accord avec les industries charbonnières du continent — accord qui est, paraît-il, virtuellement réalisé entre les producteurs du continent et qui constitue le grand espoir de Genève.

L'Angleterre semble actuellement préoccupée d'organiser l'unité économique de son empire (libre échange à l'intérieur de l'Empire et tarifs de protection contre l'Europe et l'Amérique) pour résister à la fois à l'Europe et à l'Amérique. Là-dessus le tout récent Congrès des Chambres de Commerce britanni-